Nations Unies S/PV.4613



Conseil de sécurité

Cinquante-septième année

Provisoire

4613e séance

Vendredi 20 septembre 2002, à 11 heures
New York

Président :	M. Tafrov	(Bulgarie)
Membres :	Cameroun	M. Belinga-Eboutou
	Chine	M. Zhang Yishan
	Colombie	M. Valdivieso
	États-Unis d'Amérique	M. Cunningham
	Fédération de Russie	M. Lavrov
	France	M. Levitte
	Guinée	M. Traoré
	Irlande	M. Corr
	Maurice	M. Koonjul
	Mexique	M. Aguilar Zinser
	Norvège	M. Kolby
	République arabe syrienne	M. Wehbe
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Jeremy Greenstock
	Singapour	M. Mahbubani

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

02-59829 (F)

La séance est ouverte à 11 h 15.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le Président : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, au titre de l'article 39 de son Règlement intérieur provisoire, M. Terje Roed-Larsen, Coordonnateur spécial pour le processus de paix de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

J'invite M. Roed-Larsen à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra aujourd'hui un exposé de M. Terje Roed-Larsen, Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général.

Je donne maintenant la parole à M. Roed-Larsen.

M. Roed-Larsen (*parle en anglais*) : Depuis le dernier exposé fait au Conseil de sécurité par M. Türk, le 22 août, la situation humanitaire dans le territoire palestinien occupé n'a cessé de se détériorer. En réponse à la détérioration dramatique des conditions de vie, le Secrétaire général a envoyé Mme Catherine Bertini, son Envoyée humanitaire personnelle, pour qu'elle examiner la situation.

Jusqu'à il y a deux jours, Israël même a connu six semaines de calme relatif, bien que les opérations militaires israéliennes aient entraîné un certain nombre de morts du côté des civils palestiniens pendant cette même période. Ceci a été vivement déploré par le Secrétaire général dans sa déclaration du 4 septembre. Cette semaine, nous avons vu deux attentats-suicide à l'intérieur d'Israël et une explosion à la bombe dans une école palestinienne. Il y a également eu des réunions du Quatuor. Je commencerai mon exposé par les activités du Quatuor.

Mardi, le 17 septembre, les membres du Quatuor ont tenu trois réunions : le Quatuor seul, le Quatuor plus cinq ministres arabes, et le Quatuor plus les représentants des deux parties, représentées par le Ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, et M. Nabil Shaath, le Ministre palestinien de la planification et de la coopération internationale. Cela a été suivi d'un communiqué, que les membres du Conseil ont certainement vu.

Les réunions ont porté essentiellement sur la situation humanitaire, les questions de sécurité, la réforme institutionnelle et les problèmes politiques. Il y a eu communauté de vues sur le fait que toutes ces questions sont étroitement liées et que, par exemple, ni le problème de la sécurité ni la crise humanitaire ne peuvent être pleinement réglés sans solution politique.

Les membres du Quatuor ont exprimé leur grave préoccupation à l'égard de la situation humanitaire et de la conclusion du rapport de Mme Bertini selon laquelle la crise est susceptible d'échapper à tout contrôle en l'espace de quelques mois. Cinquante pour cent de la population est maintenant tributaire de la distribution de vivres par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ou par le Programme alimentaire mondial (PAM), et la malnutrition et les maladies dues à l'eau ne cessent de se propager.

Le dernier rapport socioéconomique du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, qui sera publié aujourd'hui, montre que le taux de chômage avoisine les 50 %; les niveaux de pauvreté ont atteint 70 % à Gaza et 50 % en Cisjordanie, alors que les pertes de revenus sont estimées à 7,6 millions de dollars par jour, soit une perte globale de 3,3 milliards de dollars depuis octobre 2000. Ajoutons à cela la crise budgétaire que traverse l'Autorité palestinienne. Ce mois-ci, par exemple, les coûts de fonctionnement et d'approvisionnement de l'Autorité palestinienne s'élèvent à 90 millions de dollars, quand le total des ressources disponibles n'atteint pas les 55 millions de dollars.

Les membres du Quatuor ont fait valoir à la délégation israélienne les problèmes d'accès et de liberté de circulation que connaît le territoire occupé, ainsi que l'incidence négative des bouclages sur la

formation des personnels de sécurité palestiniens, l'acheminement de l'aide humanitaire et la capacité de l'Autorité palestinienne et de la société civile palestinienne de débattre et d'appliquer la réforme, et notamment la tenue des élections que l'Autorité palestinienne a prévues le 20 janvier 2003. On a également souligné le calme notable constaté du côté palestinien dans les six dernières semaines – avant, bien entendu, les deux attentats-suicide à la bombe d'hier et d'avant-hier – et en dépit des nombreuses mesures prises contre les Palestiniens pendant la même période.

S'agissant de la réforme, les membres du Quatuor ont déclaré que les progrès avaient été au mieux inégaux, malgré certains signes prometteurs, notamment en ce qui concerne la transparence financière. La crédibilité de la réforme dépend, en fin de compte, d'une amélioration tangible tant des conditions de vie que des perspectives politiques des Palestiniens.

Le Secrétaire général a dit aux parties qu'en dépit des assurances obtenues au plus haut niveau d'une coopération israélienne accrue avec les organismes humanitaires, les représentants de ces organismes n'ont noté que des améliorations marginales sur le terrain. Le fait est qu'il ne peut y avoir de véritable progrès sur le plan humanitaire tant qu'Israël ne modifie pas son système de sécurité, lequel, même s'il est fondé sur des préoccupations entièrement légitimes et compréhensibles, fait du tort à une partie de plus en plus importante de la population palestinienne.

Pour faire avancer les choses sur les questions humanitaires et de développement, une mission des Nations Unies, comprenant des institutions clefs travaillant en étroite collaboration avec le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, sera envoyée dans la région pour mettre sur pied un plan détaillé. Ce plan sera examiné lors d'une réunion organisée sous les auspices de l'ONU à laquelle participeront des institutions des Nations Unies, des donateurs, ainsi que des institutions et donateurs multilatéraux, avant la tenue d'une réunion de donateurs prévue en décembre au niveau ministériel.

Le Secrétaire général a fait valoir au Quatuor, aux protagonistes régionaux et aux parties elles-mêmes qu'il était plus important que jamais d'avancer. La recrudescence des tensions dans la région, provoquée par la question iraquienne, rend d'autant plus important un progrès rapide sur la voie israélo-palestinienne.

Comme l'explique le communiqué, les membres du Quatuor se sont mis d'accord sur un plan d'action ou une feuille de route en trois phases permettant de trouver une solution à deux États dans les trois ans. La qualité de ce plan est à mesurer non seulement en termes de résultats, mais également d'espoir : les Palestiniens ont besoin d'espérer pour que de nouveaux progrès puissent avoir lieu, de la même façon que les Israéliens ont besoin de se sentir en sécurité.

En raison de la défiance qui règne entre les parties, tout progrès sera contrôlé et évalué par l'entremise de tiers, selon un mécanisme qui doit être mis en place par le Quatuor. Les membres du Quatuor ont donné consigne à leurs envoyés de travailler à la mise en oeuvre de ce mécanisme et d'autres aspects de la feuille de route dans les semaines à venir.

Le Quatuor estime qu'un pas important pourrait consister à proclamer un État aux frontières provisoires, si les Palestiniens optent pour cette solution, et ce, le plus tôt possible en 2003. Le Quatuor entérinerait cette solution, après avoir dûment évalué les progrès du processus de réforme.

Le Quatuor entend également signifier aux Israéliens qu'ils doivent prendre des mesures immédiates pour permettre aux personnes et aux biens palestiniens de circuler beaucoup plus librement; ils doivent également se retirer des zones autonomes réoccupées depuis octobre 2000, mettre un terme aux exécutions ciblées et geler les activités de colonisation.

Tout cela serait suivi de négociations sur le statut permanent, au cours de la troisième phase du plan, entre 2004 et le deuxième semestre de 2005, et d'une conférence internationale couvrant toutes les voies de négociation du processus de paix en vue d'un règlement global de la question. Le Quatuor a fait valoir aux protagonistes régionaux comme aux parties qu'il ne pouvait faire avancer les choses seul. Comme l'a dit le Secrétaire général aux parties, chacune des deux parties doit prendre des mesures sur tous les fronts – humanitaire, sécurité, réforme et processus politique. Le monde attend qu'ils prennent des mesures réciproques et parallèles.

En ce qui concerne la situation sur le terrain, les membres du Conseil sont au courant de la

recrudescence regrettable de la violence en Israël, en Cisjordanie et à Gaza au cours des derniers jours.

Le 17 septembre, une bombe a explosé dans une école palestinienne près d'Hébron. Cinq élèves ont été blessés dans cet attentat, qui serait le fait d'extrémistes juifs, d'après la police israélienne. Il s'agit du troisième incident de ce type depuis le début de l'année. Le 18 septembre, deux Palestiniens ont trouvé la mort et 21 autres ont été blessés dans une série d'opérations menées par les Forces de défense israélienne (FDI) dans toute la Cisjordanie et Gaza.

En outre, un kamikaze a commis un attentat-suicide la veille à Umm el Fahm, tuant un policier israélien. Le 19 septembre, un autre attentat-suicide palestinien à Tel-Aviv a provoqué la mort de cinq Israéliens et fait 40 blessés. Ces événements tragiques répugnants ont été condamnés sans réserve par le Secrétaire général.

Les dernières semaines ont été marquées par un certain nombre d'opérations des FDI, avec en permanence de nombreuses arrestations et des assassinats, ainsi qu'un resserrement du régime des bouclages et des couvre-feux. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ce sont plus d'un demi-million de Palestiniens en moyenne, dans plus de 20 villes grandes ou moyennes, qui sont ainsi confinés chez eux pendant parfois plusieurs jours d'affilée. Hier, les troupes ont tiré sur une foule d'écoliers qui protestaient contre un couvre-feu dans le camp de réfugiés d'Amari à Ramallah, tuant un garçon de 9 ans.

Au cours du mois qui a précédé le 17 septembre 2002, 56 Palestiniens ont été tués par des Israéliens et cinq Israéliens ont été tués par des Palestiniens. Toutefois, la période du 4 août au 18 septembre est la plus longue période écoulée sans attentats-suicide depuis novembre 2000. Pendant cette même période, nous avons aussi constaté que la partie palestinienne s'interrogeait beaucoup sur l'utilité de la violence.

Hier, les FDI ont encerclé une fois de plus les bureaux du Président Arafat à Ramallah, et démoli une fois de plus un grand nombre de bâtiments. Le siège de son quartier général se poursuit aujourd'hui.

La question de la réforme reste très importante, et il convient notamment de signaler des progrès sur le plan financier. Les législateurs palestiniens attendent la nomination par le Président Arafat d'un nouveau Cabinet, suite à la démission la semaine dernière du Gouvernement actuel sous la menace d'une motion de censure. Beaucoup demandent également la nomination d'un Premier Ministre. La situation en matière de sécurité continue de nuire aux efforts de réforme. L'incursion d'hier et l'isolement renforcé du complexe du Président Arafat affaiblissent indubitablement la position de ceux qui essaient d'amener une réforme importante.

S'agissant de la question du Sud-Liban, le bénéfice de quatre mois entiers de stabilité tendue, pourrait-on dire, a volé en éclats le 29 août, avec l'attaque du Hezbollah contre des positions des FDI dans la zone des fermes de Chebaa, qui a fait un mort et deux blessés parmi les soldats.

Plus récemment, les tensions se sont considérablement accrues à cause d'une pénurie d'eau imminente. Le Liban met actuellement en place un projet visant à puiser de l'eau aux sources de Wazzani. Le Gouvernement a déclaré à maintes reprises qu'il était parfaitement en droit de puiser de plus grandes quantités d'eau de ses propres sources.

Les préoccupations israéliennes se sont centrées sur ce qu'Israël appelle l'unilatéralisme dont le Liban fait preuve pour exécuter le projet et sur l'impact potentiel qu'il pense que cela aurait sur le flux d'eau vers Israël. L'absence de données techniques précises sur la nature et la portée du projet n'a fait qu'accroître les tensions. La nécessité d'obtenir des informations techniques indépendantes a été au cœur de toutes les préoccupations visant à dissiper les tensions qui entourent la question.

Deux experts en eau des États-Unis ont été envoyés pour mener une mission technique d'établissement des faits, en consultation avec les parties israélienne et libanaise. L'Organisation des Nations Unies a exhorté les deux parties à faire preuve de retenue. On a demandé au Gouvernement israélien de s'abstenir de recourir à la force. Le Gouvernement libanais a également, à plusieurs occasions, été vivement encouragé par toutes les parties concernées, y compris l'Organisation des Nations Unies, à fournir le plus rapidement possible des informations détaillées sur les projets hydrauliques en cours au Sud-Liban. Nous n'avons reçu aucun document jusqu'à maintenant.

Enfin, pour revenir sur les réunions du Quatuor, il faut qu'un certain nombre de mesures soient prises par

les Israéliens et par les Palestiniens dans plusieurs domaines. L'amélioration de la situation en matière de sécurité et la fourniture de l'assistance humanitaire sont indispensables, mais nous ne pourrons réaliser de progrès soutenu dans aucun de ces domaines si cela ne s'accompagne pas de progrès sur la scène politique. La politique de « sécurité d'abord », comme l'a souvent dit le Secrétaire général, ne marchera jamais au Moyen-Orient. Il convient de prendre des mesures, pas simplement séquentielles, mais aussi parallèles et réciproques.

La feuille de route qui, selon les directives des membres principaux du Quatuor, doit être élaborée au cours des prochains jours doit se fonder sur les résultats, mais aussi sur l'espoir. Les résultats sans l'espoir, cela ne fera que perpétrer l'impasse.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, j'invite maintenant les membres du Conseil à des consultations officieuses dans la salle d'à-côté pour poursuivre le débat sur le sujet.

La séance est levée à 11 h 35.